

Communiqué de presse

Voulez-vous un dialogue national alors que le livre d'Allah est parmi vous ?

(Traduit)

Les médias ont rapporté que la nouvelle administration syrienne avait l'intention d'organiser ce qu'ils ont appelé une conférence de dialogue national syrien, à partir de laquelle un organe général sera créé pour choisir le gouvernement de transition et un comité pour rédiger la constitution, et que tous les représentants de la société syrienne seraient invités à participer aux organes et comités qui seront créés à l'issue de la conférence. Les sources ont ajouté que des discussions sont en cours avec toutes les composantes du peuple syrien pour les représenter à la conférence, et pendant la conférence, les mécanismes de formation des comités exécutifs pour choisir le gouvernement et les comités législatifs et leurs mécanismes de travail seront discutés, et un comité d'experts émergera de la conférence pour travailler sur la rédaction d'une nouvelle constitution qui sera soumise à un référendum par le peuple. (Al Jazeera Net).

La première chose que l'on remarque dans cette décision est la mentalité qui l'a formulée, une mentalité qui tire ses décisions de la réalité de Sykes-Picot, ce qui est clair en séparant la Syrie de son corps islamique et en rendant le dialogue syrio-syrien. Le décideur n'a pas tenu compte du fait que la Syrie fait partie intégrante des pays islamiques, qu'elle est le noyau d'un grand État islamique et le point central du Khilafah (califat) sur la voie de la prophétie, et il n'a pas tenu compte de son rôle civilisationnel, qui plonge ses racines dans l'histoire islamique depuis des siècles, mais il a plutôt voulu qu'elle reste telle que les colonisateurs kuffars (infidèles) l'ont créée, un lambeau de tissu parmi les lambeaux de tissu des pays musulmans.

Il est également noté qu'il obéit absolument aux désirs des colonisateurs kuffars en donnant le rôle principal aux petites ethnies, sachant que l'écrasante majorité du peuple syrien est musulmane, et que le défunt régime sectaire a violé leurs droits, les a arrêtés, torturés, tués et déplacés. Les auteurs de cette décision ont-ils oublié que l'Occident kafir, avec sa ruse et sa malice, fait de ces ethnies un outil colonial pour étendre son influence dans notre pays, et nous empêche de prendre la décision qui plaît à notre Seigneur, qui est d'appliquer Sa charia et de s'unir sous la bannière du Khilafah sur le chemin de la Prophétie ?! Ont-ils oublié que l'histoire a témoigné de la capacité de l'Islam à fusionner tous les peuples dans son creuset, et que tous les peuples jouissent de l'égalité dans la gouvernance, les litiges et la gestion des affaires sous son autorité, quelles que soient leurs religions et leurs ethnies ?

De quoi les participants au dialogue vont-ils donc discuter ? Selon les informations, au cours de la conférence de dialogue, les mécanismes de formation des comités exécutifs pour sélectionner le gouvernement, les comités législatifs et leurs mécanismes de travail seront discutés, et un comité d'experts en sortira pour travailler à la rédaction d'une nouvelle constitution qui sera soumise à un référendum par le peuple ! La description donnée au propriétaire de ce plan est l'une des deux suivantes : la première est la confusion d'une personne désorientée qui n'a pas de véritable projet de changement et qui ne connaît pas les règles juridiques que l'Islam impose à chaque musulman, à savoir les règles relatives à l'identification d'Allah Tout-Puissant pour gouverner et légiférer. Allah (swt) a dit : **﴿إِنَّ الْحُكْمَ لِلَّهِ﴾** "Le pouvoir n'appartient qu'à Allah." [Yusuf 12:40]. Il n'est pas permis de soumettre les décisions juridiques à la discussion, au dialogue ou au choix. Allah tout-puissant dit : **﴿وَمَا كَانَ لِمُؤْمِنٍ وَلَا مُؤْمِنَةٍ إِذَا قَضَىٰ اللَّهُ وَرَسُولُهُ أَمْرًا أَنْ يَكُونَ لَهُمُ الْخِيَرَةُ مِنْ أَمْرِهِمْ وَمَنْ يَعْصِ اللَّهَ وَرَسُولَهُ فَقَدْ ضَلَّ ضَلَالًا مُّبِينًا﴾** "Il n'appartient pas à un croyant ou à une croyante, une fois qu'Allah et Son messenger ont décidé d'une chose d'avoir encore le choix dans leur façon d'agir. Et quiconque désobéit à Allah et à Son messenger, s'est égaré certes, d'un égarement évident." [Al-Ahzab 33:36]. La position juridique correcte pour un musulman est la soumission complète à la gouvernance d'Allah Tout-Puissant, et cette soumission est synonyme de succès. **﴿إِنَّمَا كَانَ قَوْلَ الْمُؤْمِنِينَ إِذَا دُعُوا إِلَى اللَّهِ وَرَسُولِهِ لِيَحْكُمَ بَيْنَهُمْ أَنْ يَقُولُوا سَمِعْنَا وَأَطَعْنَا وَأُولَٰئِكَ هُمُ الْمُفْلِحُونَ﴾** "La seule parole des croyants, quand on les appelle vers Allah et Son messenger, pour que celui-ci juge parmi eux, est: « Nous avons entendu et nous avons obéi. » Et voilà ceux qui réussissent." [An-Nur 24:51]. Dans le cas contraire, il en résultera un égarement profond et une perte évidente.

